**CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE DES MASSEURS-
KINESITHEREPEUTE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE**

9 rue du Parvis Saint Maurice-49100 ANGERS

Téléphone : 02-41-87-19-22

*Greffe ouvert les lundi matin de 9h à 12h30,
mercredi après-midi de 14h à 18h30 et vendredi de 9h à 15h.*

Affaire n° 04.07.2012

**Conseil départemental de l'ordre des Masseurs-kinésithérapeutes de la Sarthe
c/ M. B**

Rapporteur : M. FOULET

Audience du 21 novembre 2012

Décision lue le 12 décembre 2012

**LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE DES MASSEURS-
KINESITHEREPEUTE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE,**

Vu, enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire le 25 juillet 2012, la plainte présentée par le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Sarthe, dont le siège est Résidence du Maine, 13 avenue du Général de Gaulle, Le Mans (72000), à l'encontre de M. B, masseur-kinésithérapeute;

Il soutient que M. G exerce la profession de masseur-kinésithérapeute, au sein du cabinet constitué avec Mlle P et M. B alors même que M. G n'est pas inscrit au tableau de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes et exerce ainsi illégalement la profession de masseur-kinésithérapeute ; qu'une société civile de moyens a même été constituée entre M. G, Mlle P et M. B, ce dernier ayant en outre conclu avec M. G un contrat de collaboration ; qu'il ne peut y avoir d'association avec un masseur-kinésithérapeute non inscrit au tableau de l'ordre ; que par son comportement, M. B cautionne l'activité délictueuse de M. G ; que ce comportement constitue un manquement au code de déontologie des masseurs-kinésithérapeutes, en particulier aux articles R 4321-78 et R 4321-70 du code de la santé publique ; que M. B a en outre été mis en garde sur l'irrégularité de son contrat d'assistant conclu avec M. G ;

Vu, enregistrés comme ci-dessus le 5 septembre 2012, le mémoire en défense présenté pour M. B ; M. B conclut au rejet de la plainte ;

Il soutient que la chambre de discipline ne peut connaître de faits sur lesquels la juridiction pénale ne s'est pas encore prononcée ; que la complicité d'exercice illégal de la profession de masseur-kinésithérapeute suppose qu'un tel exercice illégal soit établi ; que tel n'est pas le cas dès lors qu'il

n'a fait l'objet d'aucune poursuite pénale et qu'aucune juridiction pénale n'a constaté sa complicité d'exercice illégal de la profession ; que le principe de présomption d'innocence doit être respecté ; qu'il ne peut être sanctionnée par la chambre de discipline qu'après que la complicité a été formellement constatée par la juridiction pénale compétente ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.4321-17 et L 4321-19 ;

Vu le code de la justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 21 novembre 2012 :

- Le rapport de M. FOULET, rapporteur ;
- Les observations de M. CHARPENTIER, président du conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Sarthe ;
- Les observations de Me J, pour M. B ;

Après en avoir délibéré :

Sur la plainte du conseil départemental de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes de la Sarthe :

Considérant qu'aux termes de l'article L 4321-10 du code de la santé publique : « Un masseur-kinésithérapeute ne peut exercer sa profession (...) que : 1° si ses diplômes, certificats, titres ou autorisation ont été enregistrés conformément au premier alinéa ; 2° S'il est inscrit sur le tableau tenu par l'ordre. » ; qu'aux termes de l'article R 4321-78 dudit code : « Sont interdites la facilité (...) avec quiconque se livre à l'exercice illégal de la masso-kinésithérapie » ; et qu'aux termes de l'article R 4321-70 du même code : « Le partage d'honoraires entre masseurs-kinésithérapeutes, ou entre un masseur-kinésithérapeute et un autre professionnel de santé, est interdit sous quelque forme que ce soit, hormis les cas prévus dans les contrats validés par le conseil départemental de l'ordre. (...) » ;

Considérant qu'il est reproché à M. B, selon la plainte, de s'être placé dans une situation de complicité d'exercice illégal de la profession de masseur-kinésithérapeute en s'étant associé avec un professionnel non inscrit au tableau de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes ;

Considérant, en premier lieu, que les poursuites disciplinaires et les poursuites pénales étant indépendantes, la circonstance que la juridiction pénale ne se soit pas prononcée sur les faits qui sont reprochés à M. B ne fait pas obstacle à ce que la chambre disciplinaire statue sur la plainte présentée par le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Sarthe ; qu'ainsi, M. B ne peut utilement soutenir que l'exercice illégal par M. G de la masso-kinésithérapie n'a pas été constaté par la juridiction pénale ;

Considérant, en second lieu, qu'il résulte de l'instruction que M. B, masseur-kinésithérapeute exerce sa profession, de puis 1993 selon ses dires, au sein d'un cabinet situé à M, au sein duquel Mlle P et M. G exercent également ladite profession; que par statuts approuvés le 24 février 2012, il a été créé entre Mlle P, M. B et M. G, une société civile de moyens dont la

dénomination est «cabinet paramédical» et dont l'objet est, aux termes de ses statuts, la mise en commun de tous les moyens matériels nécessaires en vue de faciliter l'exercice des activités professionnelles des associés ; qu'en outre, M. B, auparavant lié à M. G par un contrat de collaboration en date du 4 février 2004, a conclu avec celui-ci, le 12 mars 2012, une « convention d'intégration » dont l'objet est, selon ses stipulations, de déterminer les avantages que M. B entend accorder à M. G pour faciliter la création par ce dernier de sa propre clientèle et l'exercice de son activité ; qu'il est établi et non contesté en défense, que M. G exerce au sein de ce cabinet paramédical la profession de masseur-kinésithérapeute sans être inscrit au tableau de l'ordre, exerçant ainsi illégalement, ce faisant, cette profession, en violation de l'article L 4321-10 précité du code de la santé publique ; qu'en acceptant, en connaissance de cause, de travailler avec cette personne qui se livre à l'exercice illégal de la profession de masseur-kinésithérapeute, au sein du même cabinet paramédical, en s'associant avec elle dans le cadre d'une société civile de moyens dont l'objet est de faciliter l'exercice de cette profession, et en concluant avec elle, en outre, une convention d'intégration dont l'objet avoué est de faciliter l'exercice par cette personne de son activité, M. B a commis une faute de nature à justifier l'application d'une sanction ;

Considérant que la chambre disciplinaire relève toutefois que M. B, installé depuis 1993 dans le cabinet paramédical, travaillait depuis 2004 avec M. G, lequel exerçait régulièrement sa profession avant de refuser de s'inscrire au tableau de l'ordre lors de la mise en place de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes ; que la plainte déposée en 2009 par le conseil départemental à l'encontre de M. G n'a pas connu de suites ; que M. B a attiré l'attention de M. G, par lettre du 24 février 2012, sur le caractère irrégulier de sa situation ; qu'il n'a cependant aucun moyen lui permettant d'obliger M. G à s'inscrire au tableau de l'ordre ; que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu d'infliger à l'intéressée la sanction du blâme ;

Sur les dépens :

Considérant qu'aux termes de l'article L 4126-3 du code de la santé publique : « Les dépens sont mis à la charge de toute partie perdante sauf si les circonstances de l'affaire justifient qu'ils soient partagés entre les parties. » ; que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de mettre à la charge de M. B, la somme 47,16 euros au titre des dépens ;

Décide :

Art 1^{er} : La sanction du blâme est prononcée à l'encontre à l'encontre de M. B.

Art 2 : Les dépens de la présente instance d'un montant de 47,16 euros sont mis à la charge de M. B.

Art 3 : la présente décision sera notifiée :

- à M. B et à son conseil, Me J;
- au Conseil Départemental de l'Ordre des Masseurs-Kinésithérapeutes de la Sarthe ;
- à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire (ARS);
- au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du MANS ;
- au Conseil National de l'Ordre des Masseurs-Kinésithérapeutes ;
- au Ministre chargé de la Santé.

Délibéré en présence de Mme Véronique Gohier, greffière, après l'audience du 21 novembre 2012 à laquelle siégeaient :

- Mr Sébastien DEGOMMIER, premier conseiller à la Cour administrative d'appel de NANTES, président ;
- Mme Michelle GOISNEAU, membre titulaire ;
- Mr Gérard FOULET, membre suppléant, rapporteur ;
- Mr Alain COURTOIS, membre titulaire ;
- Mr Jean-Yves LEMERLE, membre titulaire ;
- Mme Isabelle GICQUEL, membre suppléant ;
- Dr Brigitte SIMON, Médecin Inspecteur de Santé Publique, membre avec voie consultative ;

Le président,

Sébastien DEGOMMIER

La greffière,

Véronique GOHIER